

Brochure n° 3005-I

**Conventions collectives nationales  
et accords nationaux**

**TRAVAUX PUBLICS**  
**Tome I : Accords nationaux**  
**(3<sup>e</sup> édition en préparation)**  

---

Brochure n° 3107

**Accords collectifs nationaux**

IDCC : 2097. – **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**  
**(7<sup>e</sup> édition. – Juillet 2003)**  

---

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**  
**(10<sup>e</sup> édition. – Décembre 2002)**  

---

**Convention collective nationale**

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**

**Ouvriers**

**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

**(7<sup>e</sup> édition. – Décembre 2002)**

---

■ *Journal officiel* du 26 mars 2005

**Arrêté du 14 mars 2005 portant extension d'un accord national professionnel relatif au financement de la formation et de l'apprentissage conclu dans le secteur du bâtiment et des travaux publics**

NOR : SOCT0510426A

Le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale et le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'accord national professionnel du 25 mai 2004 relatif au financement de la formation et de l'apprentissage conclu dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* du 11 juillet 2004 et du 17 février 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 7 février 2005,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application, les dispositions de l'accord national professionnel du 25 mai 2004 relatif au financement de la formation et de l'apprentissage conclu dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

**Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

### Article 3

Le directeur des relations du travail au ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale et le directeur général de la forêt et des affaires rurales au ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mars 2005.

*Le ministre de l'emploi, du travail  
et de la cohésion sociale,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le sous-directeur de la négociation collective,*

P. FLORENTIN

*Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation,  
de la pêche et de la ruralité,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :

*L'ingénieure en chef du génie rural,  
des eaux et des forêts,*

V. METRICH-HECQUET

*Nota.* — Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/26, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 €.